



NOUVELLE HISTOIRE DES IDÉES. DU SACRÉ AU POLITIQUE, d'Alain Blondy, Perrin, 2016, 410 pages, 23 €.

Présenter en 400 pages une histoire des idées est un défi osé, défi qu'Alain Blondy remporte assurément. Son livre couvre l'Antiquité jusqu'à l'époque actuelle en privilégiant les idées politiques, tout en s'intéressant aux autres domaines (philosophie, sciences, sociologie...) pour éclairer son propos. Si l'on peut émettre quelques réserves sur sa façon d'appréhender le christianisme ou sa vision des querelles temporel-spirituel au Moyen Âge, il maîtrise en revanche parfaitement son sujet à partir des Temps modernes (qui représentent 80 % de l'ouvrage) avec la naissance de l'humanisme et l'apparition des premiers théoriciens de la politique émancipée de la religion (Machiavel, Hobbes...). Avec le recul nécessaire et un sens affiné de la synthèse, c'est toute l'histoire des idées de l'Occident qui défile au long de pages claires et accessibles, permettant ainsi de comprendre l'évolution de ces idées à travers les penseurs les plus marquants de chaque époque et de chaque courant important.

L'auteur montre de plus une liberté d'esprit bienvenue, souvent à contre sens de la pensée unique. Ainsi à propos de la Révolution : « *Dans les années 1800-1830, tous constataient que la société issue de la Révolution, loin d'être meilleure pour les faibles et les pauvres, avait au contraire aggravé leur condition. La suppression des corporations, l'organisation libérale de l'économie n'avaient profité qu'aux riches et avaient rendu encore plus vulnérables les plus humbles* » (p. 218). Ou par la juste place donnée aux chrétiens qui ont été les premiers à défendre les plus pauvres, victimes de la révolution industrielle. Ou

encore par son analyse pertinente de la parenté entre libéralisme et socialisme : « *Le socialisme (et même le marxisme), comme le libéralisme, est un fils des Lumières. S'ils sont opposés, ils le sont comme l'avant et le revers d'une pièce de monnaie, réunis par la même conception d'un progrès linéaire et d'un avenir meilleur que seuls les hommes peuvent et doivent construire. Les divergences entre libéraux et socialistes, qui portent principalement sur l'appréciation de la politique à mener, sont en fait moins importantes que leurs ressemblances* » (p. 303). Bref, un livre intelligent à recommander.

Christophe Geffroy ■



PARADIS PERDUS, de Josselin Monclar, L'Éditeur, 2016, 314 pages, 19 €.

Présenté comme un roman, cet ouvrage est en fait un récit dans lequel l'auteur plonge ses lecteurs au cœur de la société libanaise, qu'il fréquente depuis 1992, année de son premier voyage au pays du Cèdre. Et c'est en outre là-bas qu'il a rencontré Nathalie, catholique maronite, devenue son épouse. Beyrouth, surtout dans sa partie chrétienne, est son lieu de prédilection. J. Monclar est fasciné par cette capitale si étonnante, non seulement par son style désordonné, mais surtout par l'attachement à la vie et la générosité de ses habitants qui savent se dépasser dans l'adversité, comme il en a été si souvent le témoin.

L'évocation de la guerre parcourt le livre. Avec raison, les amis de l'auteur refusent de qualifier de *civile* ce qui était en réalité une tentative du voisinage d'en finir avec

LES DROITS DE L'HOMME CONTRE LE PEUPLE

de **Jean-Louis Harouel**, Desclée de Brouwer, 2016, 144 pages, 14 €.

Jadis conçus pour protéger les membres d'une nation contre les excès d'autorité de ses gouvernants, les droits de l'homme, reconnaissance des droits individuels des citoyens dans l'État, ou plutôt de ce que l'on appelait, axées sur les seuls nationaux, les libertés publiques, oui, les droits de l'homme, durant la seconde moitié du XX^e siècle, ont subi, explique le professeur Harouel, des changements majeurs. En effet, par suite de l'intrusion, dans les années 1970, de la notion de droits fondamentaux, le centre de gravité de la morale des droits de l'homme s'est déplacé vers le principe (devenu primordial) de non-discrimination, entériné par le nouveau Code pénal de 1994, qui sanctionne comme délits les « *atteintes à la dignité de la personne* ». Dès lors, cette « *morale renouvelée* » des droits de l'homme, à compter du moment où l'État se l'est appropriée et en a fait « *sortir du droit* », devait prendre l'allure d'une religion séculière marquée d'un fâcheux penchant à l'intolérance. Pourquoi ? Parce que de manière délibérée, ladite religion, ayant hissé nomadisme et exodes



massifs au rang d'un droit irrécusable, sacralise les étrangers, les immigrés et les enfants d'immigrés ; favorise, au nom d'un universalisme dément, l'éviction du peuple originel de son territoire, avantageusement remplacé par la foule déferlante des échappés d'Afrique et du Proche-Orient ; impose un « *régime disciplinaire* » qui interdit de considérer les envahisseurs « *autrement que sous la rubrique exclusive du semblable* » même si ceux-ci invoquent volontiers leur différence quand ils estiment pouvoir en tirer un bénéfice. Car c'est grâce aux droits de l'homme, transformés, note Jean-Louis Harouel, en machine de guerre et en dissolvant social, que se fondent chez nous les revendications (vestimentaires, alimentaires, culturelles, etc.) d'une communauté musulmane sans cesse grossissante, que s'étend la conquête silencieuse de l'islam. Avec pour toute réponse, de la part de notre monde officiel, incapable de relever ces terribles défis, le dégoûtant programme de la haine de soi et le reniement de l'identité française.

Michel Toda ■

Redécouvrir le PSF



par
Philippe
Maxence

Jusqu'ici, l'ouvrage n'a pas fait beaucoup de bruit. Il est vrai qu'il s'agit d'un livre collectif, actes d'un colloque universitaire et qui semble inviter davantage à la pesanteur qu'à la grâce. Mais, entre les deux, il y a aussi ce que l'on appelle la recherche de la vérité, cette interminable aventure qui, au moins dans le domaine historique, entend saisir au plus près les hommes et les événements. Long-

temps, le Parti social français (PSF) du colonel de La Rocque a passé pour une sorte de mouvement fasciste français, un jugement généralement renforcé par le fait que le régime de Vichy s'en était inspiré pour sa célèbre devise : « Travail, Famille, Patrie ».

C'est peu dire que *Le PSF, un parti de masse à droite*, publié sous la direction de Serge Berstein et Jean-Paul Thomas, préfacé par Jean-Noël Jeanneney, avec la contribution de près de vingt historiens, relativise fortement cette perception.

Né en 1936, après la dissolution des Croix-de-Feu, le PSF n'avait pas jusqu'ici été réellement étudié. On découvre maintenant sa vraie dimension et son originalité. Véritable parti politique dans toute l'acception du terme, le PSF n'a cessé de développer un grand nombre d'initiatives dans le domaine familial,

social ou économique, mobilisant aussi bien les hommes que les femmes, dans des structures-relais mises en place pour répondre aux nécessités et faire avancer les idées du parti. Sa réussite fut telle que le PSF aurait dû remporter les élections de 1940, si un certain Hitler n'avait pas décidé de perturber le calendrier électoral. De fait, il culmina à 1,2 million d'adhérents, ce qui en fit le plus grand parti de France, au-dessus même du Parti communiste, dans ses heures les plus glorieuses, au lendemain de 1945.

Dans le domaine de la pensée politique, le PSF ne professa aucun antisémitisme, s'opposa au fascisme et, surtout, s'inspira en droite ligne du catholicisme social dont il incarna une synthèse républicaine qui avait dépassé la problématique du Ralliement pour déboucher sur un nationalisme apaisé. Seule, la Seconde Guerre mondiale lui fut fatale.

P.M. ■

Serge Berstein et Jean-Paul Thomas (dir.), *Le PSF, un parti de masse à droite*, CNRS éditions, 2016, 352 pages, 25 €. ■



l'exception représentée par ce petit Liban, lequel, grâce à la France, échappait à l'humiliante dhimmitude imposée aux chrétiens des autres pays du Levant où les identités confessionnelles priment sur la citoyenneté. Ce trait est souligné avec force.

De la France, il est beaucoup question. J. Monclar découvre l'amour des Libanais pour notre pays et pour notre langue, mais aussi la souffrance des chrétiens lorsque leur « *tendre mère* », cédant au reniement d'elle-même, de son histoire et de sa foi, les abandonna, faisant d'eux des « *orphelins inconsolables* ».

L'ouvrage s'interroge aussi sur le bien-fondé de la formule libanaise, si souvent présentée comme un *message*. Mais quel sens faut-il donner à ce concept ? En d'autres termes, le Liban islamo-chrétien est-il un modèle assez valable pour être imité par un Occident de plus en plus multiculturel ou bien délivre-t-il un avertissement contre une dangereuse illusion ? La conclusion du livre, qui met en évidence la montée de l'islamisme et le déclin des chrétiens orientales, penche vers la deuxième définition. Un livre sensible, lucide et riche d'enseignements.

Annie Laurent ■



QUEL AVENIR POUR LA CONFIRMATION ? UN ENJEU PASTORAL, de Mgr Roland Minnerath, Artège, 2016, 106 pages, 10,50 €. ■

En mai 2015, Mgr Minnerath, archevêque de Dijon, créait un certain étonnement en proposant dans ses orientations pastorales d'abaisser l'âge de réception de la confirmation. Plus qu'un constat de désaffection de ce sacrement, c'est une volonté affirmée de retrouver l'ordre originel des sacrements : baptême, confirmation et eucharistie en son sommet. Le concile Vatican II avait déjà amorcé ce mouvement pour le baptême des catéchumènes adultes, mais le changement de pratique ne semblait pas s'imposer pour les jeunes enfants.

Après une solide et passionnante catéchèse sur l'initiation chrétienne, un éclairage historique sur l'usage occidental qui détache peu à peu la confirmation du baptême, Mgr Minnerath propose avec conviction de retrouver cette unité des sacrements. Il rejoint là une des propositions du synode des évêques sur l'Eucharistie d'octobre 2005 qui, fort du constat que « *le lien étroit existant entre le baptême, la confirmation et l'eucharistie n'est pas suffisamment perçu [...], l'âge approprié pour la confirmation pourrait être repensé* ».

C'est une petite révolution, qui devrait porter de grands fruits, dans la manière actuelle de concevoir la réception des sacrements chez les jeunes enfants. Mais elle ne peut faire l'impasse d'une catéchèse appropriée et « *unifiée* » selon les termes de Mgr Minnerath. Beaucoup de diocèses dans le monde commencent à adopter cette proposition. En France, Mgr Cattenoz, archevêque d'Avignon, vient d'annoncer que dès la rentrée 2017 la préparation à la confirmation sera faite en classe de CE2. À lire et à faire lire !

Anne-Françoise Thès ■